

MAIRE		COURRIER ARRIVE LE 16 AVR. 2019 N° : 14 MAIRIE LE BONO	DGS	
MG			CCAS	
TP			ALSH	
JCL			COMPT	
MPQ			RÉCEP°	
CG			REST	
SLM			RH	
JYLD			STECH	
MARIT			URBA	
Copie faite la				

Mairie du Bono
Place Joseph le Clanche
56400 - Le Bono

BORDEREAU D'ENVOI

Dossier suivi par : Elodie Hénoux
Direction / Service : Service aménagement et planification
E.mail : e.henoux@gmvagglo.bzh
N.Réf : 190415-1316EH

VANNES,
Le 15/04/2019

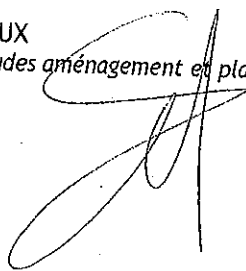
OBJET :
Avis PLU arrêté

A l'intention de Marie Laborde,

Vous trouverez ci-joint la décision du bureau communautaire du 05 avril dernier relative au PLU arrêté de la commune du Bono.

Vous en souhaitant bonne réception,

Elodie HENOUX
Chargée d'études aménagement et planification



BUREAU DU VENDREDI 5 AVRIL 2019

Le BUREAU, convoqué par courriel en date du 27 mars 2019, s'est réuni le 5 avril 2019, à 8h30, dans les locaux de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération, au 30 rue Alfred Kastler, PIBS 2, à VANNES, sous la Présidence de Monsieur Pierre LE BODO, Président.

Etaient présents :

- Yves QUESTEL - Maire de THEIX-NOYALO - 1^{er} Vice-Président
- Yves BLEUNVEN - Maire de GRAND-CHAMP - Vice-Président
- Nadine LE GOFF-CARNEC - Maire de SAINT-NOLFF - Vice-Présidente
- Lucien MENAHES - Maire de la TRINITE-SURZUR - Vice-Président
- François BELLEGO - Conseiller municipal de VANNES - Vice-Président
- Gérard GICQUEL - Maire d'ELVEN - Vice-Président
- Sylvie SCULO - Adjointe au Maire de SENE - Vice-Présidente
- Gilbert LORHO - Maire de PLOEREN - Vice-Président
- Jean LUTROT - Maire de LE BONO - Vice-Président
- Thierry EVENO - Adjoint au Maire de SAINT-AVE - Vice-Président
- Marylène CONAN - Maire de SULNIAC - Vice-Présidente
- Jean-Christophe AUGER - Conseiller Municipal de VANNES - Vice-Président (absent entre 10h et 11h)
- Dominique VANARD - Adjointe au Maire de SARZEAU - Vice-Présidente
- Odile MONNET - Conseillère municipale de VANNES - Vice-Présidente

- Antoine MERCIER - Maire d'ARRADON
- Michel BAINVEL - Maire de BADEN
- Philippe LE BERIGOT - Maire de L'ILE-AUX-MOINES
- Marie-Hélène STEPHANY - Maire de L'ILE D'ARZ
- Loïc LEBERT - Maire de LE HEZO (arrivé à 9h20)
- François MOUSSET - Maire de LE-TOUR-DU-PARC
- Pierrick MESSAGER - Maire de MEUCON
- Gérard GUILLERON - Maire de MONTERBLANC
- Loïc LE TRIONNAIRE - Maire de PLESCOP
- Anne GALLO - Maire de SAINT-AVE
- Alain LAYEC - Maire de SAINT-GILDAS-DE-RHUYS
- David LAPPARTIENT - Maire de SARZEAU
- Luc FOUCAULT - Maire de SENE
- Michèle NADEAU - Maire de SURZUR
- Jean-Pierre RIVOAL - Maire de TREDION
- Claude LE JALLE - Maire de TREFFLEAN
- David ROBO - Maire de VANNES
- Sophie LEBRETON - Adjointe au Maire de PLOUGOUMELEN

Ont donné pouvoir :

- Jean-Christophe AUGER - Conseiller Municipal de VANNES - Vice-Président a donné pouvoir à Pierre LE BODO de 10h à 11h

Ont été représentés :

- Freddy JAHIER - Maire de COLPO est représenté par Jean-Luc HENRY
- Martine LOHEZIC - Maire de LOCMARIA-GRAND-CHAMP est représenté par Xavier QUERRANT

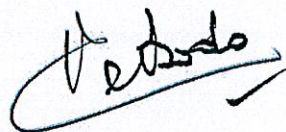
Ont été excusés :

- Roland TABART - Maire d'ARZON
- Jean-Marie FAY - Maire de BRANDIVY
- Michel GUERNEVE - Maire de LOCQUeltas
- Thierry LE MEE - Conseiller Municipal de PLAUDREN
- Nadine FREMONT - Adjointe au Maire de PLOEREN - Vice-Présidente

Ont été absents :

- Denis BERTHOLOM - Maire de LARMOR-BADEN
- Dominique PLAT - Maire de SAINT-ARMEL

Le Président,
Pierre LE BODO



SEANCE DU BUREAU DU 05 avril 2019

Aménagement - urbanisme

Avis sur le projet de PLU de la commune de Le Bono

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, la commune de Le Bono nous a transmis pour avis son projet de PLU « arrêté » lors du conseil municipal du 21 janvier 2019. Par délibération du Conseil Communautaire en date du 25 janvier 2017, le Bureau a reçu délégation pour émettre cet avis.

Après analyse, il apparaît que le projet proposé intègre de manière très satisfaisante les prescriptions et recommandations des politiques communautaires traduites notamment dans le Schéma de Cohérence Territoriale, le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial, le Programme Local de l'Habitat et le Plan de Déplacement Urbain.

Néanmoins, un ensemble de remarques techniques et recommandations sont proposées en annexe :

- pour améliorer la qualité du document,
- pour assurer une meilleure prise en compte des politiques communautaires sur certains points,
- pour faciliter et sécuriser l'application du PLU notamment lors de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Par conséquent, il vous est proposé de :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de PLU arrêté de Le Bono ;
- De transmettre les remarques détaillées présentées en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

ANNEXE A LA DECISION DU BUREAU DU 05 avril 2019

Avis de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération relatif au projet de PLU de Le Bono

En tant que Personne Publique Associée, Golfe du Morbihan-Vannes agglomération doit émettre un avis sur le projet de PLU de la commune de Le Bono reçu le 28 janvier 2019 et qui a été arrêté par une délibération du conseil municipal le 21 janvier 2019. Cet avis s'appuie sur l'analyse de la compatibilité des orientations du PLU avec les documents communautaires de planification actuellement en vigueur (SCOT, PLH, PDU,...) et les politiques relevant de la compétence de l'agglomération.

1 - ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES

La compatibilité du PLU avec l'ensemble des documents communautaires est analysée de manière conjointe avec le SCOT. Les points saillants de nos remarques/propositions sont détaillés ci-dessous.

1-1 LOGEMENT

Concernant le nombre de logements, le projet de PLU prévoit la réalisation d'environ 320 logements sur 11 ans. Cet objectif est compatible avec les objectifs inscrits dans les documents de planification en vigueur (32 logements par an).

Concernant le type de logements

En lien avec le PLH, l'objectif 1.3.2 du DOO vise à assurer l'équilibre social et générationnel sur le long terme. Il y est demandé de diversifier la typologie de logements et de développer l'offre sociale.

Le PADD de Le Bono s'inscrit bien dans cette orientation en se fixant comme objectif de « favoriser la mixité sociale et générer un parcours résidentiel complet ». Cet objectif a été traduit de la manière suivante dans le PLU » :

- Application de densités de logements attendues (différenciées selon les secteurs) dans les OAP sectorielles. Les futurs programmes devront mixer différents types de logements pour respecter cette densité. Cette diversité dans l'offre en logements doit permettre de répondre aux besoins de tous les segments de la population, de tous les types de ménages.
- Inscription dans l'OAP sectorielle de la ZAC sud d'un nombre de « logements locatifs sociaux » à hauteur de 13% du programme de construction envisagé soit environ une vingtaine de logements locatifs sociaux.
- Inscription dans 3 OAP sectorielles d'un nombre de logements en accession aidée à réaliser. Sur le secteur de la ZAC sud, cela correspond à 25% de la production.

⇒ Les dispositions du PLU sont tout à fait compatibles avec les orientations communautaires en matière de logements. Le PLU met en place des outils dans les OAP afin de répondre aux besoins de logements locatifs sociaux et logements en accession aidée.

1-2 URBANISME DURABLE ET CONSOMMATION FONCIERE

Capacité d'accueil dans l'enveloppe

L'objectif 1.4.1 du DOO vise à intensifier les capacités d'accueil de logements dans l'enveloppe urbaine pour renforcer les centralités. Le SCOT fixe donc des objectifs de production de logements dans l'enveloppe urbaine. Pour le pôle Ouest de l'agglomération, cet objectif est de 40% de nouveaux logements à réaliser au sein de l'enveloppe urbaine, objectif à adapter par les communes en fonction de leur capacité foncière effectivement mobilisable.

La commune a réalisé une étude de son potentiel foncier afin d'estimer le nombre de logements réalisable dans l'enveloppe urbaine existante et n'entraînant pas de consommation foncière. Ainsi il a été estimé que 170 logements étaient réalisables dans les enveloppes urbaines déjà constituées.

Ce sont donc 53% de logements prévus au PLU qui peuvent être réalisés au sein des enveloppes urbaines n'entraînant pas de consommation foncière en extension. L'objectif fixé au SCOT est largement atteint.

Extension et consommation foncière

Concernant l'habitat

Sachant qu'environ 170 logements sont potentiellement réalisables en densification, 150 logements seront à réaliser en extension. L'extension retenue pour réaliser ces logements se situe au sud de l'actuelle ZAC Mané Mourion Lavarion. Cette extension représente 6ha. Une densité de 25 logements/ha est inscrite dans l'OAP telle que prévue au SCOT.

Sur ce point le PLU est tout à fait compatible avec le SCOT d'autant plus que les superficies sont bien calibrées sur les besoins prévus au PLU.

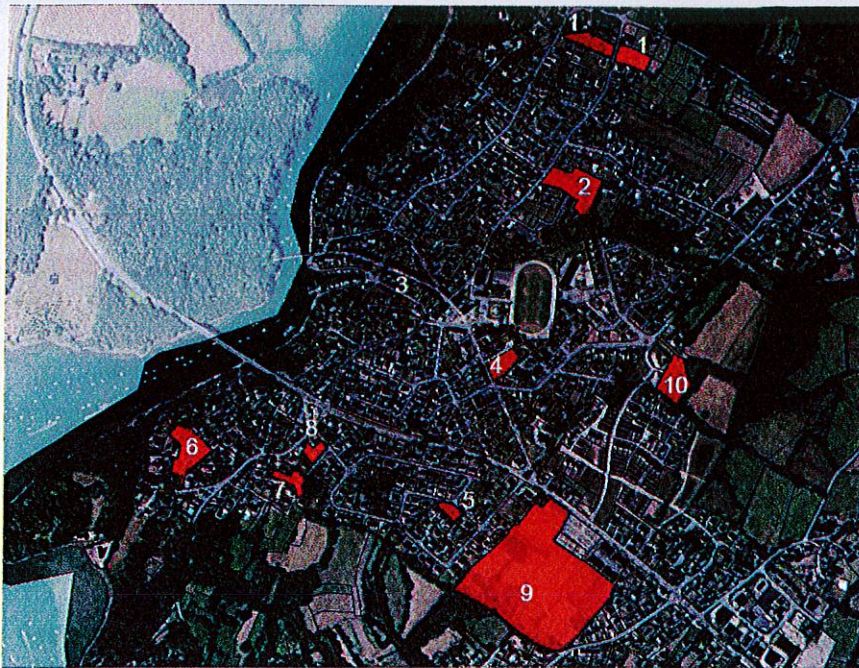
Concernant les équipements et loisirs

Dans la continuité Nord de la ZAC, la commune a réservé une zone en 1AUL afin d'y réaliser un city-stade. Cela représente 0.5ha.

Par conséquent, les consommations foncières en extension prévues, que ce soit pour l'habitat ou pour les équipements, sont cohérentes avec le projet de développement du PLU. Elles sont également tout à fait compatibles avec les surfaces en extensions inscrites au SCOT pour le pôle Ouest (60ha) et ne compromettent pas le développement des communes du pôle ouest (Ploeren, Plougoumelen, Le Bono, Larmor Baden et l'Île aux Moines).

Urbanisme de projet et Nature en ville

Les zones d'extension ainsi que les secteurs les plus importants où un potentiel foncier a été identifié font l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation. Ces OAP sectorielles imposent des densités variables afin de s'adapter au contexte environnant. Ces densités s'échelonnent de 12 à 80 logements/ha.



Secteurs soumis à OAP

Ces OAP donnent des prescriptions sur les dessertes, les cheminements doux à créer et les espaces verts à réaliser. Toutes ces conditions d'aménagement contribuent à améliorer la qualité des futurs aménagements.

De plus, le PLU intègre l'OAP thématique « qualité urbaine » proposée par les services de l'agglomération. Cette OAP vise à renforcer la qualité future des opérations d'aménagement.

Par ailleurs, la commune a mis en place une servitude d'attente de projet au titre du L 151-41 du code de l'urbanisme sur un secteur stratégique du cœur de bourg.



Enfin, lors de l'analyse sur le potentiel foncier, la commune a identifié des secteurs devant contribuer à la présence de la nature en ville permettant de compenser l'intensification urbaine. Cette nature en ville peut prendre la forme de coulées vertes, de zones humides, d'espaces verts de lotissement, d'espaces boisés, de haies.... Ces différents éléments bénéficient d'une protection adaptées dans le PLU.

Eléments de nature en ville

⇒ Par conséquent, sur ces différents points, le PLU est tout à fait compatible avec les orientations des SCoT en vigueur. Les objectifs de densité et d'intensification sont très bien traduits dans le PLU et les surfaces dédiés au développement en extension sont bien calibrées par rapport aux besoins définis dans le projet de développement du PLU. Le PLU prévoit les outils permettant la mise en œuvre d'un urbanisme de projet.

1-3 GESTION DURABLE DES RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES

L'orientation 2.1 du DOO vise à conforter les échanges écologiques littoral/arrière-pays et leur diffusion dans les espaces urbains afin de créer les conditions nécessaires pour une qualité de vie

Sur ce volet environnemental, le PLU traduit bien à son échelle les différents éléments de la trame verte et bleue (TVB) identifiés au SCOT. Ces éléments bénéficient d'une protection adaptée.

Par les différents zonages et prescriptions qui s'appliquent, le PLU assure le maintien des caractéristiques naturelles des réservoirs majeurs : application d'un zonage Nds sur les espaces remarquables du littoral ou des zonages Na si les milieux naturels ne répondent pas aux critères de définition des espaces remarquables du littoral.

La trame bocagère est préservée au titre du L151-23 du code de l'urbanisme. Toutes les haies recensées lors de l'inventaire, réalisé dans le cadre de la révision du PLU par l'ancien Syndicat Mixte du Loch et du Sal, sont protégées. De même, les bois font l'objet d'une protection en Espace Boisé Classé.

Concernant la trame bleue, l'inventaire des zones humides et des cours d'eau du territoire a été réalisé et validé en 2009. Les zones humides ont fait l'objet d'un inventaire complémentaire en 2017. Ces inventaires permettent de mettre en œuvre les outils de préservation adéquats :

- les cours d'eau figurent sur les planches graphiques du règlement du PLU révisé avec une bande de 35m classée en zone Na
- Les zones humides inventoriées sont préservées au titre du L151-23.

L'orientation 2.2 du DOO vise à valoriser les patrimoines et les spécificités des espaces maritimes et continentaux.

S'agissant de la mise en valeur du patrimoine et des paysages, le PLU prévoit les règles nécessaires à la mise en œuvre d'un aménagement révélant et facilitant l'accès aux paysages et patrimoine :

- Préservation du patrimoine et des paysages naturels par des zonages adaptés et notamment les zones Nds, des prescriptions diverses (EBC, éléments du paysage à préserver, zones humides, etc.).
- Préservation du petit patrimoine au titre des éléments du paysage à préserver.
- Droits à construire adaptés aux différentes ambiances urbaines du bourg et visant à préserver les paysages emblématiques des bords de rivière.
- Trame non aedificandi pour les espaces non bâtis dans la bande des 100m
- Préservation des bâtiments présentant un intérêt patrimonial en leur donnant la possibilité de changer de destination. Si la possibilité de changer de destination est donnée par le PLU, il serait intéressant de pouvoir compléter les dispositions réglementaires afin de s'assurer de la préservation de ce patrimoine bâti au moment de la rénovation, au moins avec une règle générale sur le respect de la volumétrie, des matériaux et des façades.

L'orientation 2.3 du DOO vise à organiser une gestion des ressources et pollutions contribuant au renouvellement de la capacité d'accueil du territoire sur le long terme.

Un des objectifs est de poursuivre l'amélioration de la qualité de la ressource en eau afin de pérenniser les différents usages. La commune a bien lancé la révision de ses zonages d'assainissement en parallèle de la révision du PLU. Les procédures étant menées en parallèle, les dispositions réglementaires relatives au zonage d'assainissement pluvial ne figurent pas dans le règlement écrit du PLU. Il faudra bien s'assurer au moment de l'approbation de la transcription de ces règles dans le règlement écrit et/ou les OAP.

⇒ *Le PLU de Le Bono est compatible avec les orientations du SCOT concernant la gestion durable des ressources environnementales. Cependant, la commune est invitée à compléter son règlement écrit concernant la préservation du patrimoine bâti et devra transcrire dans les pièces réglementaires du PLU les règles du zonage d'assainissement pluvial.*

1-4 MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE ECONOMIQUE

Concernant les activités agricoles et aquacoles

Le SCoT vise à préserver et à développer les activités primaires. Le PLU s'inscrit dans cette démarche car il protège les espaces agricoles par un zonage adapté :

- Agricole pour les exploitations agricoles.
- Agricole ou Naturel pour les espaces cultivés

En matière d'activité aquacole, il existe une entreprise de pisciculture installée au Berly. Celle-ci est préservée par un zonage Ac sur le domaine terrestre et Ao sur le domaine public maritime. Le site de Roz-Vilaine, bien que plus en activité reste classé au PLU révisé en Ac et Ao. Ce foncier constitue un site en veille pour une éventuelle reprise de l'activité dans la rivière

⇒ *Le PLU de Le Bono est compatible avec les orientations du SCOT en la matière*

Concernant le volet commercial

L'objet de la stratégie commerciale inscrite au SCoT est d'élever le niveau et l'accessibilité des services aux habitants grâce à un maillage commercial structuré autour de centralités urbaines aux rôles complémentaires que définit et hiérarchise le DOO dans son orientation 3.4.

Le PLU s'inscrit pour partie dans cet objectif en protégeant le linéaire commercial existant dans le centre bourg historique au règlement graphique et en prévoyant des règles de stationnement moins contraignantes dans le centre bourg.

De plus la servitude d'attente de projet permet de préserver du foncier stratégique pour renforcer le dynamisme du centre bourg le temps que la commune construise et finalise son projet.

Concernant le volet économique

Le règlement du PLU de Le Bono prévoit une zone Ui sur le parc d'activités de Kerian existant qui pourra être densifié uniquement. En effet, conformément au SCOT, aucune extension de cette zone d'activité n'est prévue puisque l'offre existante et en projet sur les communes voisines permet de répondre aux besoins (PA de Kénéah sur Plougoumelent et Nautipac à Baden).

Cependant, afin de conserver la vocation initiale de la zone d'activités (« activités des secteurs secondaire ou tertiaire »), le règlement écrit devra être précisé pour bien y interdire certaines sous-destinations de la destination « commerce et activité de service ».

⇒ *Par conséquent il est demandé à la commune de revoir la rédaction du règlement, en s'appuyant sur les destinations et sous destinations définies par le code de l'urbanisme, afin d'interdire clairement certaines sous-destinations de la destination « commerce et activité de service ». Cependant, dans la pratique, les espaces e présentation de produits et savoir-faire adossés à un atelier pourront être tolérés.*

Concernant le volet tourisme

La commune du Bono est identifiée au DOO comme un des pôles d'attractivité patrimoniaux majeurs du territoire, notamment pour son patrimoine maritime (terres pleins ostréicoles), ses paysages emblématiques du Golfe et son patrimoine archéologique avec le tumulus.

Le PLU révisé comporte différents outils et dispositions réglementaires permettant de traduire l'objectif 3.6 du SCOT *sur la diffusion d'un tourisme durable qui étend la destination 'Golfe du Morbihan '»*:

- Définition de prescriptions spécifiques dans le règlement permettant de préserver les ambiances paysagères particulières du port et des bords de rivière.
- Mise en place de zonage Ulp (activités nautiques et maritimes existantes) sur le port.
- Maintien de zonage adapté pour le maintien et confortement des hébergements de plein-air avec une zone NI. Le camping étant en continuité du bourg, un zonage UI aurait peut-être été plus approprié.
- Création d'un sous-secteur Nat permettant au domaine de Kerdréan de maintenir et conforter son activité touristique.
- Développement des liaisons douces et de chemin de randonnée par l'identification d'emplacements réservés. Afin de compléter le maillage de chemins existants, la commune pourrait rajouter des emplacements réservés sur le secteur de Trévien et Le Roch afin de compléter le maillage vers la commune de Plougoumelen et Baden.



⇒ Par conséquent, le PLU de la commune a mis en place des outils en cohérence avec les politiques communautaires en matière de développement touristique. Certains peuvent être complétés notamment avec la mise en place d'un emplacement réservé pour assurer la connexion d'un chemin vers les communes voisines.

II – REMARQUES SUR LA FORME

Les remarques ci-dessous vise à faciliter l'application du PLU en phase opérationnelle et notamment lors de l'instruction des actes ADS.

1- Remarque générale sur le règlement

Le PLU du Bono a innové dans son règlement en mettant transposant des règles écrites au règlement graphique. Pour celle, la zone urbaine a été découpée en différents secteurs selon la nature du tissu urbain. Les règles de volumétrie et d'aspect peuvent par conséquent être modulées selon ces secteurs et elles sont transcrites graphiquement. Ce système permet d'avoir des règles plus précises et plus contextualisées sans que cela n'entraîne la création de multiples sous-zonages qui viendraient alourdir le règlement.

2- Dispositions générales du règlement

P7 : hauteur maximale

Les deux derniers paragraphes (niveau du sol et terrain naturel) sont à supprimer car ils viennent définir de nouvelles notions qui sont en contradiction avec la définition de la hauteur maximale donnée juste avant.

P8 : calcul des hauteurs

Il faudrait revoir la rédaction afin d'éviter l'emploi du terme points de référence, terme qui est utilisé pour la hauteur maximale par rapport au terrain naturel. Par exemple, la rédaction pourrait être revue de la manière suivante :

Le calcul des hauteurs autorisées dépend du type de toiture souhaité et se mesure :

- Toiture à deux pentes : au sommet de la façade et [...]
- Toiture avec attique : au sommet de façade. [...]
- [...]

P15 : gestion des eaux pluviales

Les règles relatives au zonage d'assainissement pluvial devront être intégrées au règlement écrit afin de faciliter leur application.

P20 : stationnement

Pour la catégorie « autres lieux recevant du public », il est préférable de ne rien mettre car le nombre de place dépendra du type d'équipement.

Il pourrait être utile de rappeler qu'une place de stationnement équivaut à environ 25m², voirie comprise.

3- Dispositions de la zone Urbaine

P27 : Article U1 et U2

Il sera nécessaire de clarifier la rédaction des articles 1 et 2 en s'appuyant sur les nouvelles destinations et sous-destinations du code. En effet, l'article U1 donne une vocation générale de la zone qui serait plus à mettre dans le « chapeau » de la zone mais ne détaille pas les destinations et sous-destinations autorisées.

P28 : article U4.1

L'implantation des annexes n'est pas règlementée. Cette règle est trop permissive notamment pour les annexes de type « abris de jardin ou garage préfabriqués » qui pourraient venir s'implanter entre la maison et la rue.

P32 : article U4.4

Afin d'éviter des pignons trop larges qui s'insèrent plus difficilement dans l'environnement bâti, il sera préférable de baisser d'un mètre les hauteurs au point le plus haut (11m au lieu de 12 m et 10m au lieu de 11m).

Par ailleurs, le dernier paragraphe de la page 32 est à supprimer car la règle sera difficilement applicable avec la définition de la hauteur maximale.

P34 : article U5.2 sur l'aspect extérieur

La règle sur les toitures mérite d'être éclaircie. En effet, sur certains secteurs de la commune, les constructions principales doivent avoir une toiture deux pentes. Cela signifie que les toitures terrasse sont interdites. Or à l'article U4, il est indiqué une hauteur limite à l'acrotère. De même il est indiqué à l'article 5.2, qu'en tout secteur, pour les extensions mesurées, il n'est pas imposé de pente particulière. Inversement, sur le reste du territoire, il n'est pas imposé de forme de toit particulière. Or pour les extensions mesurées, on précise que les toitures terrasse sont autorisées.

Par ailleurs, d'une manière générale, on ne retrouve rien dans le règlement sur la préservation du bâti patrimonial. Il aurait été intéressant a minima d'avoir une règle généraliste permettant de demander de respecter la volumétrie, les matériaux, les façades lors de la rénovation ou l'extension de bâti patrimonial.

P36 : article 5.2 sur les clôtures

La liste des matériaux interdits n'est pas nécessaire puisque l'on impose différents types de clôture.

4- Disposition de la zone Ui

P40 : article Ui1 et Ui2

Il sera nécessaire de clarifier la rédaction des articles 1 et 2 en s'appuyant sur les nouvelles destinations et sous-destinations du code. En effet, l'article U1 donne une vocation générale de la zone qui serait plus à mettre dans le « chapeau » de la zone mais ne détaille pas les destinations et sous-destinations autorisées et interdites. La sous destination artisanat et commerces de détail sera notamment à interdire.

P41 : article Ui4

Dans le paragraphe relatif aux marges de recul, il sera nécessaire de faire référence au règlement graphique et non écrit.

5- Disposition de la zone A et N

P61 : article A2, le règlement prévoit des possibilités d'extension et de création d'annexe pour les logements existants. Les dispositions prévues sont un peu différentes des dispositions actuellement

en cours de validation dans la future charte d'agriculture et d'urbanisme. **Il pourrait être opportun de reprendre ces futures dispositions.**

P69 : article N2.2, en préambule de cet article il est indiqué que les constructions à usage agricole peuvent être autorisées. Est-ce bien la volonté de la commune d'autoriser les bâtiments agricoles en zone naturelle ?

P69 : article N2, le règlement prévoit des possibilités d'extension et de création d'annexe pour les logements existants. Les dispositions prévues sont un peu différentes des dispositions actuellement en cours de validation dans la future charte d'agriculture et d'urbanisme. **Il pourrait être opportun de reprendre ces futures dispositions.**

